

L'Actu de la semaine

du 11 au 14 juin 2019

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

FISCAL

Sites institutionnels

- [Séance du 14 février 2019](#) : avis rendus par le comité de l'abus de droit fiscal commentés par l'administration (CADF/AC n° 2/2019)
- [BOD Blanc n° 7308 du 12-6-2019](#) : Taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (TIRIB)

Jurisprudence

- Plus-value immobilière et résidence principale : une exonération factuelle : [CAA Nancy 3-6-2019 n° 18NC00447](#)
- Le TA de Versailles annule le protocole financier général liant la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise et les communes membres : [TA Versailles 23-5-2019 n° 1702827](#) - [Communiqué](#)
- Article L.34 du livre des procédures fiscales : [Cass. crim. 29-5-2019 n° 18-86.343 QPC](#)
- Article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ; article 80 duodécies du code général des impôts : [Cass. 2^e civ. 13-6-2019 n° 19-40.011](#)

Au BOFiP-Impôts

- [12/06/2019](#) : BIC - Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) - Qualité de PME en cas d'activités lucratives et non lucratives - Remboursement immédiat de la créance - Rescrit

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-567 du 7 juin 2019](#) relatif à la procédure applicable devant la commission des infractions fiscales et aux modalités de sa saisine
- [Décret n° 2019-570 du 7 juin 2019](#) portant sur la taxe incitative relative à l'incorporation des biocarburants
- [Arrêté du 28 mai 2019](#) désignant des directions départementales des finances publiques autorisées à procéder à la mise en œuvre du III de l'article 4 du décret n° 2009-707 du 16 juin 2009
- [Arrêté du 3 juin 2019](#) portant homologation des prix de vente au détail des tabacs manufacturés en France, à l'exclusion des départements d'outre-mer

- [Arrêté du 5 juin 2019](#) portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques
- [Arrêté du 6 juin 2019](#) relatif à la répartition du produit de la majoration de la taxe d'aéroport
- [Décret n° 2019-583 du 13 juin 2019](#) pris pour l'application des articles 199 undecies C, 217 duodecies, 220 Z quinquies, 242 sexies et 244 quater X du code général des impôts relatifs aux aides fiscales à l'investissement outre-mer dans le secteur du logement social
- [Décret n° 2019-584 du 13 juin 2019](#) relatif aux obligations déclaratives des administrateurs de trusts

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 401 – Principe de neutralité fiscale – Acquisition par une entreprise, auprès de particuliers, d'objets ayant une forte teneur en or ou en autres métaux précieux en vue d'une revente – Impôt sur les transmissions patrimoniales : [CJUE 12-6-2019 aff. 185/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Articles 9 et 10 – Assujetti – Activité économique exercée d'une "façon indépendante" – Notion – Activité de membre du conseil de surveillance d'une fondation : [CJUE 13-6-2019 aff. 420/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Liberté d'établissement – Aides – Système de TVA – Impôt lié au chiffre d'affaires applicable aux entreprises de télécommunications – Effet défavorable d'un barème fiscal progressif à l'égard des entreprises étrangères – Discrimination indirecte – Justification d'un impôt progressif fondé sur le chiffre d'affaires – Avantage illégal donné aux petites entreprises par un barème fiscal progressif – Nature d'une taxe sur le chiffre d'affaires au sens de l'article 401 de la directive TVA : [Conclusions CJUE 13-6-2019 aff. 75/18](#)
- Aide d'État - Pologne - Aide d'État SA.51502 (2018/N) - Réductions du montant de la taxe liée au mécanisme de capacité pour les grands consommateurs d'énergie - [Invitation](#) à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Communiqué Min. travail](#) : L'intéressement et la participation : de quoi parle-t-on ?
- [Communiqué Min. solidarités](#) : Fin de l'avance de frais pour les parents employeurs
- [Communiqué Min. solidarités](#) : Signature du protocole de préfiguration des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi - Ministère des Solidarités et de la Santé
- [Communiqué Min. solidarités](#) : Extension de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-c)
- [Communiqué Min. transition écologique](#) : Projet de loi d'orientation des mobilités : les trajets domicile-travail facilités grâce à de nouveaux outils pour les entreprises et les salariés
- [Communiqué Min. transition écologique](#) : Projet de loi d'orientation des mobilités : des avancées pour rééquilibrer les relations entre chauffeurs VTC, livreurs et plateformes
- [Communiqué Medef](#) : Des propositions positives pour simplifier et sécuriser le développement de l'intéressement
- [Circ. Unedic n° 2019-07 du 11-6-2019](#) : Coordination des régimes d'indemnisation du chômage au sein de l'Union européenne et des Etats parties à l'accord EEE et de la Suisse
- [Instruction N° DSS/SD1C/DGS/PP3/2019/130 du 4-6-2019](#) relative à la prise en charge des aides auditives dans le cadre de la réforme "100% santé"
- [Rapport](#) de Thibault LANXADE et François PERRET, ambassadeurs à l'intéressement et à la participation
- [Conférence](#) sur la partage de la valeur entre l'entreprise et les salariés (Discours de Bruno Le Maire,

ministre de l'Economie et des Finances Mardi 11-6- 2019)

- [Communiqué Urssaf](#) : Clôture des codes types de personnel dédiés aux mesures d'exonération abrogées
- [Communiqué Urssaf](#) : La fiabilisation de votre DSN : c'est essentiel
- [BOCC n° 2019/11 du 30-3-2019](#)
- [BOCC n° 2019/12 du 6-4-2019](#)

Jurisprudence

- Article L. 7412-1 du code du travail : [Cass. soc. 12-6-2019 n° 18-24.713 QPC](#)
- Article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ; article 80 duodécies du code général des impôts : [Cass. 2^e civ. 13-6-2019 n° 19-40.011](#)
- Droit de communication des organismes de sécurité sociale : [Décision Conseil constitutionnel n° 2019-789 QPC du 14-6-2019](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 5 juin 2019](#) fixant le contenu et le calendrier de la synthèse prévue à l'article L. 114-9 du code de la sécurité sociale
- [Décret n° 2019-564 du 6 juin 2019](#) relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle
- [Décret n° 2019-565 du 6 juin 2019](#) relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences
- [Décret n° 2019-566 du 7 juin 2019](#) relatif à la majoration de l'alimentation du compte personnel de formation pour les salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- [Arrêté du 6 juin 2019](#) relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6316-1-1 du code du travail
- [Arrêté du 6 juin 2019](#) relatif aux exigences pour l'accréditation des organismes certificateurs prévues à l'article R. 6316-3 du code du travail
- [Arrêté du 6 juin 2019](#) fixant pour 2019 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1^o de l'article D. 313-17 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles
- [Arrêté du 21 mai 2019](#) modifiant l'article 3 de l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale en ce qu'il concerne la mise à disposition de véhicules électriques par l'employeur
- [Arrêté du 23 mai 2019](#) relatif aux modalités de prise en charge de la rémunération des salariés des entreprises de moins de 50 salariés participant aux négociations de branches
- [Décret n° 2019-574 du 11 juin 2019](#) fixant certains compléments et adaptations du code du travail spécifiques aux mines et aux carrières en matière d'entreprises extérieures
- [Arrêté du 11 juin 2019](#) fixant la liste complémentaire des travaux dangereux dans les mines et carrières pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention
- [Ordonnance n° 2019-575 du 12 juin 2019](#) relative aux activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle
- [Décret n° 2019-576 du 12 juin 2019](#) relatif aux activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Directive 2001/23/CE – Transferts d'entreprises – Maintien des droits des travailleurs – Notion de "travailleur" – Modification substantielle des conditions de travail au détriment du travailleur : [CJUE 13-6-2019 aff. 317/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Politique sociale – Directive 2001/23/CE – Champ d'application – Transfert d'une partie d'entreprise – Maintien des droits des travailleurs – Notion de « transfert » – Notion d'« entité économique » – Cession d'une partie de l'activité économique d'une société mère à une filiale nouvellement créée – Identité – Autonomie – Poursuite d'une activité économique – Critère de stabilité de la poursuite d'une

activité économique – Recours à des facteurs de production de tiers – Intention de liquider l'entité transférée : [CIUE 13-6-2019 aff. 664/17](#)

- [Communiqué Conseil de l'UE](#) : De meilleures conditions de travail dans l'UE: le Conseil adopte une directive offrant plus de transparence et de prévisibilité au travail
- [Communiqué Conseil de l'UE](#) : Un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants dans l'UE: le Conseil adopte de nouvelles règles
- [Communiqué Commission européenne](#) : L'Autorité européenne du travail est prête à entamer son travail en octobre après la décision prise concernant son nouveau siège

AFFAIRES

Sites institutionnels

- DGCCRF - [BOCCRF n° 6 du 11-6-2019](#)
- [Fiche pratique DGCCRF](#) : Prospection commerciale (utilisation des données personnelles)
- [Communiqué DGCCRF](#) - Transactions et injonctions : Pratiques relevées dans le secteur de la sécurisation des débits de tabac en Normandie et en Bretagne-Pays de la Loire
- [Communiqué Min. transition écologique](#) : Projet de loi d'orientation des mobilités : la fin des ventes de voitures à énergies fossiles carbonées d'ici 2040 inscrite dans la loi
- [Communiqué Min. économie](#) : Adoption définitive de la directive «restructuration et insolvabilité»
- [Communiqué DGE](#) : Les soldes
- [Communiqué Dila](#) : Consulter les informations réglementées des sociétés cotées
- [Lettre rectificative](#) au projet de loi relatif à l'énergie et au climat (TREX1914696L) du 12-6-2019
- [Communiqué Hadopi](#) : L'Hadopi présente son rapport d'activité 2018
- [Communiqué Autorité de la concurrence](#) : Secteur du carton - Dans le cadre d'engagements conditionnant l'autorisation rendue par la Commission européenne du rachat de la société Europac par la société DS Smith, l'Autorité de la concurrence autorise le groupe International Paper Company à reprendre les deux usines normandes de la société DS Smith Packaging Normandie
- [Instruction AMF DOC-2019-06](#) : Procédure d'instruction et établissement d'un document d'information devant être déposé auprès de l'AMF en vue de l'obtention d'un visa sur une offre au public de jetons
- [Communiqué AMF](#) : Etats financiers semestriels : l'Autorité des marchés financiers publie une étude sur les pratiques de plus de 90 émetteurs

Jurisprudence

- Cumul idéal d'infractions - confiscation : [Cass. crim. 12-6-2019 n° 18-83.396](#)
- Démarchage : [Cass. crim. 13-6-2019 n° 17-82.470](#)
- Compétence : [Cass. crim. 13-6-2019 n° 18-80.678](#)
- Visite domiciliaire et saisie : [Cass. crim. 13-6-2019 n° 17-87.364](#)
- Assurance (règles générales) : [Cass. 2^e civ. 13-6-2019 n° 18-17.907](#)
- Assurance (règles générales) : [Cass. 2^e civ. 13-6-2019 n° 18-14.743](#)
- Assurance (règles générales) : [Cass. 2^e civ. 13-6-2019 n° 18-14.954](#)
- Répression pénale des pratiques commerciales trompeuses et autorité compétente pour prononcer des amendes administratives en matière de consommation : [Décision Conseil constitutionnel n° 2019-790 QPC du 14-6-2019](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-563 du 7 juin 2019](#) relatif à la procédure devant la Commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale
- [Décret n° 2019-568 du 7 juin 2019](#) remplaçant le nom du label « Transition énergétique et écologique pour le climat » par le nom label « France finance verte » dans le code de l'environnement
- [Arrêté du 3 juin 2019](#) portant homologation des prix de vente au détail des tabacs manufacturés en France, à l'exclusion des départements d'outre-mer
- [Décision n° 2019-0555 du 16 avril 2019](#) de prolongation de la décision n° 2015-1583 en date du 15 décembre 2015 portant sur la définition du marché pertinent de gros des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels en mode numérique, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché
- [Décision n° 2019-0556 du 16 avril 2019](#) fixant le taux de rémunération du capital employé pour la comptabilisation des coûts et le contrôle tarifaire des activités de télédiffusion régulées pour les années 2019 et 2020
- [Arrêté du 6 juin 2019](#) portant homologation de deux normes d'exercice professionnel relatives à la mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices prévue à l'article L. 823-12-1 du code de commerce et à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises
- [Ordonnance n° 2019-575 du 12 juin 2019](#) relative aux activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle
- [Décret n° 2019-576 du 12 juin 2019](#) relatif aux activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle
- [Arrêté du 3 juin 2019](#) accordant la garantie de l'Etat à l'organisme mentionné à l'article L. 432-2 du code des assurances pour les opérations qui lui sont transférées en application de l'article 103 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 modifié par l'article 47 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 et pour les opérations conclues par cet organisme pour le compte de l'Etat à terme fermes ou optionnelles sur les marchés des changes et des taux d'intérêt
- [Décret n° 2019-584 du 13 juin 2019](#) relatif aux obligations déclaratives des administrateurs de trusts
- [Avis](#) aux opérateurs concernant les contrôles renforcés à l'importation prévus par le règlement (CE) n° 669/2009, le règlement (UE) 284/2011 fixant les conditions d'importation des matériaux au contact des denrées alimentaires, les contrôles à l'importation effectués en application du règlement (CE) 1235/2008 pour ce qui concerne les denrées alimentaires et les produits agricoles bruts d'origine non animale importés issus de l'agriculture biologique, et les mesures d'urgence adoptées sur le fondement de l'article 53 du règlement (CE) 178/2002, en cas de Brexit sans accord

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Article 53, paragraphe 2, du règlement de procédure de la Cour – Protection des consommateurs – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Directive 93/13/CEE – Pouvoirs et obligations du juge national – Procédure d'injonction de payer – Accueil de l'opposition à cette injonction – Absence de précisions suffisantes concernant le contexte factuel et réglementaire du litige au principal ainsi que les raisons justifiant la nécessité d'une réponse à la question préjudicielle – Irrecevabilité manifeste : [Ord. CJUE 23-5-2019 aff 105/19](#)
- Pourvoi – Article 181 du règlement de procédure de la Cour – Marque de l'Union européenne - Demande d'enregistrement de la marque verbale ALDI – Procédure d'opposition - Rejet de l'opposition – Conditions de représentation de la marque antérieure – Règle 19 du règlement (CE) no 2868/95 : [Ord. CJUE 4-6-2019 aff 822/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Marques – Directive 2008/95/CE – Article 4, paragraphe 1, sous b) – Risque de confusion – Impression d'ensemble – Marque antérieure enregistrée avec une déclaration de renonciation – Effets d'une telle renonciation sur l'étendue de la protection de la marque antérieure : [CJUE 12-6-2019 aff. 705/17](#)

- [Directive \(UE\) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5-6-2019](#) relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement
- Renvoi préjudiciel – Transport ferroviaire – Droits et obligations des voyageurs – Règlement (CE) no 1371/2007 – Article 9, paragraphe 4 – Voyageur sans titre de transport – Non régularisation – Nature de la relation juridique – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Directive 93/13/CEE – Articles 2, 3 et 6, paragraphe 1 – Champ d'application – Conditions générales de transport – Supplément tarifaire applicable aux voyageurs qui ne disposent pas d'un titre de transport : [Conclusions CJUE affaires jointes 349/18 à 351/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Réseaux et services de communications électroniques – Directive 2002/21/CE – Article 2, sous c) – Notion de “service de communications électroniques” – Transmission de signaux – Service de messagerie électronique sur Internet – Service Gmail : [CJUE 13-6-2019 aff. 193/18 Google](#)
- Article 99 du règlement de procédure de la Cour – Passation des marchés dans le secteur de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux – Directive 2004/18/CE – Article 45, paragraphe 2, premier alinéa, sous d) – Motifs d'exclusion – Faute professionnelle grave – Violation des règles en matière de concurrence : [Ord. CJUE 4-6-2019 aff. 425/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Directive 2005/29/CE – Pratiques commerciales déloyales des entreprises à l'égard des consommateurs – Notion de “pratique commerciale agressive” – Obligation du consommateur de prendre une décision commerciale finale en présence du coursier qui lui remet les conditions générales du contrat : [CJUE 12-6-2019 aff. 628/17](#)

IMMOBILIER

Sites institutionnels

- [Dossier de presse cohesion-territoires.gouv.fr](#) : plan quinquennal pour le logement d'abord

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 24 mai 2019](#) modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie
- [Arrêté du 7 juin 2019](#) modifiant l'arrêté du 10 mars 2016 portant homologation du référentiel et du plan de contrôle et de surveillance cadre du label « Transition énergétique et écologique pour le climat », l'arrêté du 5 octobre 2017 portant approbation du règlement intérieur du comité du label « Transition énergétique et écologique pour le climat », et l'arrêté du 4 octobre 2018 portant nomination des membres du comité du label « Transition énergétique et écologique pour le climat » prévu à l'article D. 128-4 du code de l'environnement
- [Arrêté du 29 mai 2019](#) fixant la liste des titres de séjour prévue au 1° de l'article R. 441-1 du code de la construction et de l'habitation
- [Arrêté du 29 mai 2019](#) fixant la liste des titres de séjour prévue aux articles R. 300-1 et R. 300-2 du code de la construction et de l'habitation
- [Arrêté du 29 mai 2019](#) fixant les modalités de calcul et de paiement de la cotisation due à la Caisse de garantie du logement locatif social et de la cotisation due à l'Agence nationale de contrôle du logement social

Jurisprudence

- Urbanisme : [Cass. crim. 12-6-2019 n°18-81.874](#)
- Expropriation pour cause d'utilité publique : [Cass. 3^e civ. 13-6-2019 n° 18-13.287](#)
- Expropriation pour cause d'utilité publique : [Cass. 3^e civ. 13-6-2019 n° 18-14.225](#)
- Expropriation pour cause d'utilité publique : [Cass. 3^e civ. 13-6-2019 n° 17-27.868](#)
- Expropriation pour cause d'utilité publique – Urbanisme : [Cass. 3^e civ. 13-6-2019 n° 18-18.445](#)

CIVIL

Sites institutionnels

- [Communiqué Min. transition écologique](#) : Les trottinettes électriques entrent dans le code de la route
- [Communiqué associations.gouv.fr](#) : Les obligations comptables des organismes qui collectent des dons et legs, les dernières évolutions
- [Communiqué Reuters](#) : PMA: Rien n'a encore été tranché sur la filiation, dit Belloubet

DIVERS

- [Décret n° 2019-569 du 7 juin 2019](#) relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort des cours d'appel de Limoges, de Pau, d'Angers et de Toulouse
- [Rapport relatif au décret n° 2019-578 du 12 juin 2019](#) modifiant le décret n° 2014-1488 du 11 décembre 2014 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Soutien d'une proposition de loi au titre du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution »
- [Décret n° 2019-578 du 12 juin 2019](#) modifiant le décret n° 2014-1488 du 11 décembre 2014 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Soutien d'une proposition de loi au titre du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution »
- [Arrêté du 12 juin 2019](#) modifiant l'arrêté du 29 janvier 2015 fixant le modèle du formulaire papier de soutien par les électeurs d'une proposition de loi au titre du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution
- [JO AN Questions/Réponses n° 24 du 11-6-2019](#)
- [JO Sénat Questions/Réponses n° 24 du 13-6-2019](#)
- [Bulletin officiel complémentaire Min. justice n° 2019-06 du 12-6-2019](#)
- [Circulaire du 12 juin 2019](#) relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat
- [Compte rendu du Conseil des ministres du 12-6-2019](#)
- [Communiqué Sénat](#) : Un bilan de l'application des lois contrasté : amélioration du taux mais lenteur des décrets et recours massif aux ordonnances
- [Déclaration de politique générale](#) - discours de M. Édouard Philippe, premier ministre - Sénat du 13-6-2019
- [Communiqué H3C](#) : Rapport annuel 2018 du H3C